

M. Blenkarn: La ministre pourrait-elle nous dire combien elle a d'argent, dans ce programme d'intégration professionnelle, pour les jeunes qui désirent entrer sur le marché du travail et combien participeront au programme?

L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, le programme d'intégration professionnelle de la Planification de l'emploi a, jusqu'à présent, approuvé 285 projets touchant quelque 9,000 jeunes. Il y a des projets à St. John's, Terre-Neuve, où l'on forme des jeunes à des emplois dans le domaine de la radiotélédiffusion; à Sydney, en Nouvelle-Écosse, où une entreprise locale d'électronique assure la formation; à Halifax, Nouvelle-Écosse, où de jeunes noirs apprennent des métiers du secteur informatique...

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît.

Des voix: Encore, encore!

* * *

L'IMMIGRATION

LES DROITS DE VISA—ON DEMANDE LA RÉVOCATION

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé de l'Immigration. Le 27 janvier, je me suis élevé contre l'imposition par le gouvernement de nouveaux droits de visa à l'immigration. Le groupe canadien de surveillance de l'Accord d'Helsinki vient de déclarer que cela viole l'Accord. Étant donné que ces droits ont été condamnés ici au pays et qu'ils nuisent maintenant à notre prestige international...

M. le Président: A l'ordre. Le préambule est très long.

M. Marchi: ... va-t-il révoquer immédiatement l'imposition de ces droits et en revenir à une politique fondée sur la compassion et un certain sens du progressisme?

L'hon. Walter McLean (ministre d'État (Immigration)): Monsieur le Président, j'assure mon collègue que les droits d'usage ne sont en rien contraires à l'esprit de l'Accord d'Helsinki, lequel, comme le député le sait, prévoit la liberté de mouvement des immigrants. Ce droit ne couvre qu'une partie des frais, environ le quart. D'autre part, le député doit savoir qu'il ne s'applique ni aux réfugiés ni aux personnes des catégories désignées.

LA POSITION DU MINISTRE

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, est-ce que le ministre se préoccupe de ce que disent les Canadiens et de ce que le monde essaie de nous dire avant la conférence internationale du mois prochain? Dans l'affirmative, est-il disposé à faire preuve de courage en révoquant immédiatement ces droits, qui sont contraires à l'esprit de la conférence à laquelle nous allons assister le mois prochain?

Questions orales

L'hon. Walter McLean (ministre d'État (Immigration)): Monsieur le Président, j'assure le député que les principes d'universalité et de non-discrimination, qui sont la clé de voûte des politiques canadiennes, ne sont pas remis en cause. Je lui rappellerai également que parmi les États signataires de l'Accord d'Helsinki, il y a plusieurs exemples de droits plus importants que ceux imposés par le Canada, en particulier nos voisins les États-Unis et l'Allemagne de l'Ouest.

* * *

LES GARDERIES

LES CRÉDITS CONSACRÉS AUX SERVICES

M. Neil Young (Beaches): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre chargé de la Condition féminine. Étant donné que les représentantes de 75 associations féminines du Canada rencontrent le Conseil consultatif de la situation de la femme à Ottawa aujourd'hui, le ministre ne croit-il pas que l'occasion est belle pour le gouvernement de remplir ses promesses électorales en débloquant des fonds supplémentaires pour les services de garderie?

L'hon. Walter McLean (ministre d'État (Immigration)): Monsieur le Président, je suis gré au député d'avoir attiré notre attention sur les mesures prises par le gouvernement qui a mis des fonds à la disposition du Conseil consultatif de la situation de la femme pour lui permettre de réunir quelque 75 responsables de groupes féminins nationaux afin de discuter de l'incidence des mesures prises au Canada sur la vie des femmes en général. Je peux assurer le député que la question des garderies, une question d'une importance économique capitale, a été soulevée puisque j'ai assisté moi-même à la séance d'ouverture ce matin.

ON DEMANDE DES FONDS SUPPLÉMENTAIRES

M. Neil Young (Beaches): Monsieur le Président, voilà qui fait plaisir à entendre, mais le ministre ne croit-il pas que pour avoir l'air au moins de bonne foi envers les familles canadiennes, le gouvernement devrait maintenant en profiter pour respecter ses promesses électorales en débloquant des fonds supplémentaires dans le domaine des garderies et de la garde des enfants?

● (1500)

L'hon. Walter McLean (ministre d'État (Immigration)): Monsieur le Président, le député n'ignore pas que le groupe de travail désigné par la Chambre débute ses premières audiences aujourd'hui dans la région de l'Atlantique. Nous avons déjà en main un document de fond sur ce sujet, le rapport du groupe de travail Katie Cooke, et nous bénéficierons des recommandations du groupe de travail de la Chambre avant la fin de l'année. Le gouvernement disposera alors d'une série d'options pour régler cette question vitale.